

## Situation Mensuelle de l'Etat



Juin 2012





<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Focus sur l'actualité .....	4
Chiffres clés .....	5
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>6</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>7</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	7
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	8
<b>Recettes</b> .....	<b>12</b>
Recettes fiscales du budget général .....	12
Recettes non fiscales du budget général .....	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	16
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>17</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>18</b>
Tableau des flux de trésorerie .....	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	19
Dette financière de l'Etat .....	20
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>21</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -56,7 milliards €

Le solde d'exécution budgétaire à fin juin 2012 s'élève à -56,7 milliards € contre -61,3 milliards € à fin juin 2011 à périmètre constant. Cette variation (+4,6 milliards €) est due à des recettes en

progression et à l'amélioration du solde des comptes spéciaux. Toutefois, les dépenses enregistrent depuis le début de l'année, un rythme de comptabilisation plus soutenu que l'an passé.

## Dépenses du budget général (hors R&D\*) : 146,5 milliards €

### Les principales dépenses du mois

✓ **Mission Enseignement scolaire** : 5,1 milliards € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public du premier et du second degré ;

✓ **Mission Défense** : 3,4 milliards € dont 1,9 milliard € pour le programme « Préparation et emploi des forces » et 1,1 milliard € pour le programme « Equipement des forces » ;

✓ **Mission Sécurité** : 1,8 milliard € réparti entre les programmes « Police nationale » pour 0,8 milliard € et « Gendarmerie nationale » pour 1 milliard € ;

✓ **Mission Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 1,1 milliard € dont 0,8 milliard € concerne le programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local ».

Les dépenses nettes à fin juin 2012 s'élèvent à 146,5 milliards € contre 141,8 milliards € à fin juin 2011 à périmètre constant. Ce rythme plus soutenu de comptabilisation concerne surtout les dépenses d'intervention (+2,1 milliards €) et de fonctionnement (+0,9 milliard €).

## Recettes du budget général (hors R&D) : 106,6 milliards €

### Les principales recettes du mois (hors R&D) :

**Impôt sur les sociétés** : 10,6 milliards € (essentiellement dus à l'encaissement du 2<sup>nd</sup> acompte au 15 juin) ;

**TVA** : 10,5 milliards € ;

**Impôt sur le revenu** : 4,3 milliards € ;

**Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes** : 1,7 milliard € ;

**Dividendes et recettes assimilées** : 1,3 milliard € ;

**Impôt de solidarité sur la fortune** : 1,3 milliard € ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -5,1 milliards €.

## Recettes fiscales (hors R&D) : 136,3 milliards €

Elles s'élevaient à 132,5 milliards € à périmètre constant à fin juin 2011. Cette progression est essentiellement due à l'augmentation de l'IR (+1,9 milliard €), de l'impôt de solidarité sur la fortune (+1,3 milliard € dû à l'absence en 2011 d'échéance au mois de juin) et des retenues à la source et

prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes (+1,1 milliard €). On note, ce mois-ci, la comptabilisation en recettes diverses de 0,3 milliard € au titre de la taxe de risque systémique sur les banques.



### Recettes non fiscales : 7,3 milliards €

Les recettes non fiscales à fin juin 2012 s'élèvent à 7,3 milliards € contre 6 milliards € en 2011. Cet écart s'explique, notamment, par la recette exceptionnelle (1,3 milliard €), enregistrée cette année, relative à la procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la

bande 800 MHz en France métropolitaine. On constate également ce mois-ci, la comptabilisation de 1,3 milliard € de dividendes et recettes assimilées et de 0,6 milliard € de recettes accidentelles dont 0,5 milliard dû aux francs non échangés (cf. focus sur l'actualité).

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -38,7 milliards €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à fin juin 2012 à -38,7 milliards € contre -37,4 milliards € à fin juin 2011.

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -16,8 milliards €

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7 milliards € et des recettes pour 11,1 milliards €. Ce

montant s'explique par les échéances au 15 juin de la CVAE, de la CFE et des IFER ainsi que de la TASCOM (cf. focus sur l'actualité).

Au 30 juin 2012, le solde des comptes spéciaux s'établit à -16,8 milliards € contre -21,9 milliards € en juin 2011. Cet écart s'explique essentiellement par l'amélioration des soldes des comptes de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (+3 milliards €) et « Prêts à des Etats étrangers » (+4,1 milliards €) suite au prêt à la Grèce en 2011, en partie compensée par l'évolution du solde du compte « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » suite au remboursement en 2011 du prêt consenti au secteur automobile en 2009 (-3,9 milliards €).

### Dette financière de l'Etat au 30 juin : 1 398,2 milliards €

Les flux enregistrés depuis le début de l'année concernent essentiellement les OAT (émissions nettes de 48,5 milliards €), les BTAN (émissions

nettes de 25,5 milliards €) et les BTF (émissions nettes de 5,4 milliards €).



### ☛ Les impositions remplaçant la taxe professionnelle : des échéances au 15 juin

La loi de finances pour 2010 a supprimé la taxe professionnelle payée par les entreprises pour la remplacer, d'une part, par la contribution économique territoriale composée de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et d'autre part, par des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER).

La CFE est assise sur les valeurs locatives des biens soumis à la taxe foncière. Son produit revient exclusivement aux communes et aux intercommunalités. Elle est normalement due au 15 décembre de chaque année mais elle peut être mensualisée. Lorsque la CFE de l'année précédente est supérieure ou égale à 3 000 €, les entreprises n'ayant pas opté pour la mensualisation, doivent payer un acompte au 15 juin, égal à 50 % du montant de l'impôt de l'année précédente.

La CVAE s'applique aux entreprises entrant dans le champ d'application de la CFE et dont le chiffre d'affaire est supérieur à 152 500 €. Son produit est réparti entre bloc communal, départements et régions. Elle est calculée en fonction du chiffre d'affaire. Le barème de la CVAE est progressif entre 152 500 € et 50 000 000 € de chiffre d'affaire, allant de 0 % à 1,5 %. Elle fait l'objet de 2 acomptes au 15 juin et au 15 septembre de chaque année. Ils

représentent chacun, la moitié de la cotisation calculée d'après la valeur ajoutée mentionnée dans la dernière déclaration de résultat. Ces acomptes ne sont exigibles que si la CVAE due au titre de l'année précédente est supérieure à 3 000 €. La régularisation du solde intervient au début du mois de mai de l'année suivante.

Les IFER sont au nombre de 9 et concernent certaines entreprises exerçant leur activité dans le secteur de l'énergie, du transport ferroviaire et des télécommunications. Comme la CFE, ils sont soumis à l'acompte au 15 juin. Ce dernier est calculé et recouvré selon les mêmes modalités que la CFE.

Par ailleurs, certaines taxes revenant avant 2010 à l'Etat telle que la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM), sont maintenant affectées aux collectivités territoriales. Ainsi, depuis 2011, la TASCOM revient entièrement aux communes et aux intercommunalités. Elle est calculée en fonction de la surface de vente et est due le 15 juin de chaque année.

Depuis 2011, le recouvrement de ces impositions est comptabilisé en recettes du compte d'avances aux collectivités territoriales. Il a rapporté depuis le début de l'année, 7,7 milliards € pour la CVAE (solde 2011 et 1<sup>er</sup> acompte au 15 juin 2012 essentiellement), 2,8 milliards € pour la CFE et les IFER (principalement dus au recouvrement de l'acompte) et 0,6 milliard € pour la TASCOM.

### ☛ Recette exceptionnelle liée aux francs non échangés

Depuis le 17 février 2012, les billets en francs ne sont plus échangeables auprès de la Banque de France. Dix ans après l'introduction de l'euro, ces billets ont perdu toute valeur, ils sont néanmoins restés jusqu'au mois de juin 2012, inscrits pour leur valeur faciale, au passif du bilan de la Banque de France.

Afin d'annuler cette dette, la valeur des billets non présentés à l'échange est remboursée à l'Etat.

La recette (on parle de « culot d'émission ») a donc été comptabilisée, ce mois-ci, en recettes non fiscales accidentelles pour un montant de 0,5 milliard €.



	Jun	Cumul à fin juin		Renvoi Page	
	2012	2012	2011 retraité 2011 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	12 873	-56 679	-61 338	-61 349	6
Dépenses du budget général (hors R et D)	19 786	146 495	141 781	141 699	6
Recettes du budget général (hors R et D)	28 210	106 598	102 293	102 200	6
Principales recettes fiscales (hors R et D)					
- IR	4 320	33 286	31 398	31 398	
- IS	10 569	18 168	18 373	18 373	
- TVA	10 453	65 967	66 183	66 073	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	4 449	-16 782	-21 850	-21 850	17
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Variation de trésorerie	32 118	-21 625			18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-2 852	81 164			19
Dette financière de l'Etat	24 770	1 398 248			20



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2012	2011 retraité	2011 exécuté
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	997	1 018	1 018
Dépenses de personnel	10 582	60 382	59 977	60 291
Dépenses de fonctionnement	2 584	22 857	21 987	21 672
Charges de la dette de l'Etat	0	19 134	19 043	19 043
Dépenses d'investissement	694	5 581	4 998	4 998
Dépenses d'intervention	5 802	36 735	34 655	34 574
Dépenses d'opérations financières	124	809	103	103
<b>Total des dépenses (hors R et D) (I)</b>	<b>19 786</b>	<b>146 495</b>	<b>141 781</b>	<b>141 699</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	30 581	136 283	132 486	132 390
Recettes non fiscales	2 348	7 268	6 047	6 050
Prélèvements sur recettes	-5 943	-38 720	-37 367	-37 367
Fonds de concours	1 224	1 767	1 127	1 127
<b>Total des recettes (hors R&amp;D II)</b>	<b>28 210</b>	<b>106 598</b>	<b>102 293</b>	<b>102 200</b>
<b>Total des recettes (hors R et D, prélèvements sur recettes)</b>	<b>34 153</b>	<b>145 318</b>	<b>139 660</b>	<b>139 567</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>8 424</b>	<b>-39 897</b>	<b>-39 488</b>	<b>-39 499</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	322	1 827	-253	-253
Solde des comptes de concours financiers	3 879	-18 637	-22 105	-22 105
Solde des comptes de commerce	151	13	489	489
Solde des comptes d'opérations monétaires	-374	-294	202	202
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (D)</b>	<b>4 449</b>	<b>-16 782</b>	<b>-21 850</b>	<b>-21 850</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (F = C + D + E)</b>	<b>12 873</b>	<b>-56 679</b>	<b>-61 338</b>	<b>-61 349</b>





	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2012	2011 retraité	2011 exécuté
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 582</b>	<b>60 382</b>	<b>59 977</b>	<b>60 291</b>
Rémunérations d'activité	5 944	35 144	35 287	35 463
Cotisations et contributions sociales	4 572	24 843	24 172	24 307
Prestations sociales et allocations diverses	66	395	519	521
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>9 204</b>	<b>86 113</b>	<b>81 804</b>	<b>81 408</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>997</b>	<b>1 018</b>	<b>1 018</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2 584</b>	<b>22 857</b>	<b>21 987</b>	<b>21 672</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 896	9 556	8 272	8 283
Subventions pour charges de service public	688	13 301	13 715	13 389
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>0</b>	<b>19 134</b>	<b>19 043</b>	<b>19 043</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	0	19 134	19 043	19 043
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>694</b>	<b>5 581</b>	<b>4 998</b>	<b>4 998</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	602	4 729	4 243	4 243
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	92	852	755	755
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>5 802</b>	<b>36 735</b>	<b>34 655</b>	<b>34 574</b>
Transferts aux ménages	1 092	14 736	13 012	13 012
Transferts aux entreprises	1 535	5 407	4 863	4 820
Transferts aux collectivités territoriales	876	4 191	3 840	3 813
Transferts aux autres collectivités	2 299	12 401	12 915	12 905
Appels en garantie	0	0	24	24
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>124</b>	<b>809</b>	<b>103</b>	<b>103</b>
Prêts et avances	0	11	15	15
Dotations en fonds propres	100	195	88	88
Dépenses de participations financières	24	603	0	0
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>19 786</b>	<b>146 495</b>	<b>141 781</b>	<b>141 699</b>



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2012		Cumul à fin juin 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>116</b>	<b>179</b>	<b>1 712</b>	<b>1 446</b>	<b>1 419</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	79	103	874	851	825
Diplomatie culturelle et d'influence	14	53	597	394	419
Français à l'étranger et affaires consulaires	23	23	240	187	166
Présidence française du G20 et du G8	0	0	1	14	9
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>235</b>	<b>257</b>	<b>1 342</b>	<b>1 272</b>	<b>1 187</b>
Administration territoriale	141	141	834	801	789
Vie politique, culturelle et associative	41	55	160	147	107
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	53	61	348	324	291
<b>AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>125</b>	<b>346</b>	<b>2 345</b>	<b>1 777</b>	<b>1 819</b>
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	9	232	1 463	978	952
Forêt	4	2	264	202	248
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	39	39	256	240	259
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	73	73	362	357	360
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>64</b>	<b>175</b>	<b>1 230</b>	<b>1 662</b>	<b>1 824</b>
Aide économique et financière au développement	27	82	360	808	799
Solidarité à l'égard des pays en développement	35	93	868	853	1 022
Développement solidaire et migrations	2	0	2	1	3
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>50</b>	<b>54</b>	<b>2 343</b>	<b>2 294</b>	<b>1 501</b>
Liens entre la Nation et son armée	9	10	50	49	64
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	41	37	2 205	2 201	1 389
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	7	88	44	48
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>303</b>	<b>298</b>	<b>275</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	28	28	162	163	145
Conseil économique, social et environnemental	0	0	37	37	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	17	104	98	93
<b>CULTURE</b>	<b>279</b>	<b>304</b>	<b>1 546</b>	<b>1 151</b>	<b>1 082</b>
Patrimoines	136	36	502	274	256
Création	68	165	498	389	387
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	75	103	546	488	438
<b>DEFENSE</b>	<b>2 980</b>	<b>3 410</b>	<b>17 207</b>	<b>20 700</b>	<b>19 850</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	96	143	836	912	842
Préparation et emploi des forces	2 047	1 917	12 018	11 997	11 689
Soutien de la politique de la défense	144	278	1 571	1 408	1 114
Equiperment des forces	693	1 072	2 782	6 383	6 205
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>13</b>	<b>82</b>	<b>434</b>	<b>470</b>	<b>356</b>
Coordination du travail gouvernemental	41	40	255	241	201
Protection des droits et libertés	8	7	40	41	39
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	-36	35	139	188	116
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES</b>	<b>545</b>	<b>845</b>	<b>5 997</b>	<b>5 620</b>	<b>5 208</b>
Infrastructures et services de transports	175	317	2 843	2 687	2 376
Sécurité et circulation routières	3	3	16	12	6
Sécurité et affaires maritimes	4	18	101	69	64
Météorologie	0	0	152	101	98
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	28	52	209	163	149
Information géographique et cartographique	0	0	71	47	40
Prévention des risques	38	12	133	81	77
Energie, climat et après-mines	4	140	540	539	484
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	293	303	1 932	1 921	1 914



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2012		Cumul à fin juin 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>97</b>	<b>185</b>	<b>928</b>	<b>818</b>	<b>714</b>
Développement des entreprises et de l'emploi	49	134	571	482	385
Tourisme	1	1	34	17	16
Statistiques et études économiques	33	36	237	236	228
Stratégie économique et fiscale	14	14	86	83	85
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>57</b>	<b>55</b>	<b>19 522</b>	<b>19 519</b>	<b>19 487</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	19 134	19 134	19 043
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	2	0	3	0	24
Epargne	55	55	385	385	420
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité (1)	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 094</b>	<b>5 097</b>	<b>31 884</b>	<b>31 927</b>	<b>31 772</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 524	1 523	9 164	9 159	9 124
Enseignement scolaire public du second degré	2 496	2 497	14 988	14 970	14 933
Vie de l'élève	311	299	2 383	2 288	2 270
Enseignement privé du premier et du second degrés	528	523	3 774	3 743	3 736
Soutien de la politique de l'éducation nationale	146	154	1 082	1 051	1 025
Enseignement technique agricole	89	101	493	716	683
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>940</b>	<b>1 101</b>	<b>5 973</b>	<b>5 865</b>	<b>5 616</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	751	828	4 408	4 305	4 152
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	12	30	94	106	97
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	49	89	436	431	395
Facilitation et sécurisation des échanges	116	137	866	842	830
Entretien des bâtiments de l'Etat	9	16	80	65	32
Fonction publique	3	1	89	116	110
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>101</b>	<b>48</b>	<b>310</b>	<b>193</b>	<b>195</b>
Immigration et asile	97	45	281	172	177
Intégration et accès à la nationalité française	4	3	29	21	18
<b>JUSTICE</b>	<b>818</b>	<b>656</b>	<b>5 117</b>	<b>3 498</b>	<b>3 328</b>
Justice judiciaire	259	266	2 521	1 393	1 312
Administration pénitentiaire	457	296	1 578	1 398	1 286
Protection judiciaire de la jeunesse	50	61	408	375	392
Accès au droit et à la justice	17	10	233	222	213
Conduite et pilotage de la politique de la justice	35	23	376	109	123
Conseil supérieur de la magistrature (1)	0	0	1	1	2
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>128</b>	<b>197</b>	<b>1 044</b>	<b>575</b>	<b>553</b>
Presse	101	71	254	166	97
Livre et industries culturelles	18	19	218	120	158
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	9	107	431	218	200
Action audiovisuelle extérieure	0	0	141	71	98
<b>OUTRE-MER</b>	<b>101</b>	<b>409</b>	<b>1 523</b>	<b>1 088</b>	<b>987</b>
Emploi outre-mer	20	352	1 130	780	772
Conditions de vie outre-mer	81	57	393	308	216
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>16</b>	<b>23</b>	<b>60</b>	<b>100</b>	<b>69</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	14	21	40	90	66
Interventions territoriales de l'Etat	2	2	20	10	3
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>998</b>	<b>997</b>	<b>1 018</b>
Présidence de la République	0	0	109	109	112
Assemblée nationale	0	0	518	518	534
Sénat	0	0	324	323	328
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	32
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2012		Cumul à fin juin 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>PROVISIONS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>4 191</b>	<b>846</b>	<b>20 990</b>	<b>13 589</b>	<b>13 536</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	3 951	146	10 173	6 207	6 004
Vie étudiante	129	259	1 530	1 458	1 402
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	10	14	4 881	2 760	2 742
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	0	1 240	620	618
Recherche spatiale	0	132	1 335	1 044	1 047
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	-1	167	732	701	899
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	85	99	623	540	498
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	183	61	63
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	104	28	85
Enseignement supérieur et recherche agricoles	17	29	189	170	179
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>3</b>	<b>971</b>	<b>4 650</b>	<b>4 162</b>	<b>3 921</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	1	902	3 044	2 891	2 744
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	67	738	403	379
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	2	2	868	868	798
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>460</b>	<b>675</b>	<b>1 917</b>	<b>1 691</b>	<b>1 445</b>
Concours financiers aux communes et groupements de communes	127	69	432	317	307
Concours financiers aux départements	127	151	347	288	245
Concours financiers aux régions	154	395	795	762	613
Concours spécifiques et administration	52	60	343	324	280
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>7 858</b>	<b>7 825</b>	<b>43 910</b>	<b>43 800</b>	<b>40 377</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 157	7 132	41 621	41 528	37 524
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	701	693	2 289	2 272	2 853
<b>SANTE</b>	<b>43</b>	<b>211</b>	<b>1 036</b>	<b>681</b>	<b>519</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	3	3	441	282	287
Protection maladie	40	208	595	399	232
<b>SECURITE</b>	<b>1 402</b>	<b>1 783</b>	<b>8 766</b>	<b>8 558</b>	<b>8 168</b>
Police nationale	775	788	4 619	4 602	4 414
Gendarmerie nationale	627	995	4 147	3 956	3 754
<b>SECURITE CIVILE</b>	<b>32</b>	<b>61</b>	<b>142</b>	<b>181</b>	<b>155</b>
Intervention des services opérationnels	18	23	79	86	99
Coordination des moyens de secours	14	38	63	95	56
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>115</b>	<b>395</b>	<b>11 414</b>	<b>7 507</b>	<b>6 731</b>
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	0	0	379	332	1
Actions en faveur des familles vulnérables	22	20	137	104	92
Handicap et dépendance	23	296	9 863	6 174	5 785
Egalité entre les hommes et les femmes	2	2	7	5	4
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	68	77	1 028	892	849



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2012		Cumul à fin juin 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>20</b>	<b>41</b>	<b>343</b>	<b>229</b>	<b>174</b>
Sport	14	37	178	143	110
Jeunesse et vie associative	6	4	165	86	64
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>684</b>	<b>988</b>	<b>6 561</b>	<b>5 027</b>	<b>5 459</b>
Accès et retour à l'emploi	581	456	3 647	2 690	2 944
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	39	463	2 492	1 938	2 148
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	8	46	42	33
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	62	61	376	357	334
<b>VILLE ET LOGEMENT</b>	<b>267</b>	<b>344</b>	<b>6 511</b>	<b>3 600</b>	<b>3 413</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	77	101	695	500	402
Aide à l'accès au logement	0	0	5 142	2 602	2 527
Développement et amélioration de l'offre de logement	75	32	174	171	66
Politique de la ville et du Grand Paris	115	211	500	327	418
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>26 879</b>	<b>27 608</b>	<b>208 058</b>	<b>190 295</b>	<b>182 158</b>

(1) Programme crée en 2012



	Mois	Cumul à fin juin		
	Jun	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>4 478</b>	<b>33 892</b>	<b>32 215</b>	<b>32 215</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>546</b>	<b>2 207</b>	<b>2 251</b>	<b>2 251</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>11 830</b>	<b>30 025</b>	<b>29 015</b>	<b>29 015</b>
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>3 519</b>	<b>6 487</b>	<b>4 228</b>	<b>4 228</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	49	309	259	259
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	1 730	3 765	2 708	2 708
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	14	4	4
Impôt de solidarité sur la fortune	1 273	1 512	240	240
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	83	98	74	74
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	18	70	195	195
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	8	6	6
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	11	9	9
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	8	52	38	38
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	2	2	3	3
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle (1)	1	3	13	13
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	15	223	530	530
Recettes diverses	337	420	149	149
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (1) (E)</b>	<b>1 226</b>	<b>6 584</b>	<b>6 830</b>	<b>6 843</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>14 916</b>	<b>92 019</b>	<b>90 151</b>	<b>90 041</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>1 891</b>	<b>8 869</b>	<b>8 173</b>	<b>8 174</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	40	284	210	210
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	12	85	92	92
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	3	60	60
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	204	706	737	737
Mutations à titre gratuit par décès	789	3 559	3 253	3 253



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€.	Juin	2012	2011 retraité
Autres conventions et actes civils	42	234	189	189
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	25	183	135	135
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	6	39	61	61
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	17	74	69	69
Timbre unique	43	226	46	46
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	36	223	218	218
Autres droits et recettes accessoires	0	2	2	2
Amendes et confiscations	3	18	117	117
Taxe générale sur les activités polluantes	58	317	104	104
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	12	3	3
Contribution Carbone	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	26	85	85	85
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	12	12
Taxe sur les achats de viande	202	239	45	45
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	25	27	27
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	25	26	26
Taxe sur certaines dépenses de publicité	1	29	28	28
Taxe de l'aviation civile	0	19	21	22
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	579	804	804
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	1	1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	188	944	996	996
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	66	358	357	357
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	65	198	201	201
Prélèvements sur les paris sportifs	12	58	50	50
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	5	34	32	32
Redevance sur les paris hippiques en ligne	14	45	54	54
Taxe sur les transactions financières (2)	0	0	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	1	18	43	43
Autres taxes	28	247	95	95
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>38 406</b>	<b>180 083</b>	<b>172 863</b>	<b>172 767</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (hors remb. et dégrèv.)</b>	<b>30 581</b>	<b>136 283</b>	<b>132 486</b>	<b>132 390</b>

(1) changement de libellé en 2012

(2) création en 2012



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.	Mois	2012	2011 retraité	2011 exécuté
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>1 305</b>	<b>2 592</b>	<b>3 642</b>	<b>3 642</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	4	881	1 569	1 569
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	11	94	94
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	1 301	1 700	1 979	1 979
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits de domaine de l'Etat (B)</b>	<b>136</b>	<b>2 101</b>	<b>463</b>	<b>466</b>
Revenus du domaine public non militaire	21	112	106	106
Autres revenus du domaine public	21	76	96	96
Revenus du domaine privé	3	23	34	34
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	1	1 333	14	14
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	86	528	206	209
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	21	1	1
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	4	8	6	6
<b>Produits de la vente de biens et de services (C)</b>	<b>80</b>	<b>478</b>	<b>466</b>	<b>466</b>
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	40	184	183	183
Autres frais d'assiette et de recouvrement	32	253	249	249
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	1	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	1	1
Produits de la vente de divers services	8	35	26	26
Autres recettes diverses	0	5	6	6
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>58</b>	<b>270</b>	<b>550</b>	<b>550</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	13	145	206	206
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	10	9	9
Intérêts des autres prêts et avances	0	26	298	298
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	41	70	24	24
Autres avances remboursables sous conditions	1	4	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	7	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	3	8	12	12





	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	50	441	292	292
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	6	289	87	87
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	5	9	4	4
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	7	15	6	6
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	36	99	145	145
Frais de poursuite	-4	28	49	49
Frais de justice et d'instance	0	0	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	1	1
Divers (F)	719	1 386	634	634
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	15	159	1	1
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	17	59	53	53
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	3	4	4
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	37	298	242	242
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	13	13	9	9
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	23	23
Frais d'inscription	0	3	2	2
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	2	5	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	1	0	0
Récupération d'indus	7	15	17	17
Recouvrements après admission en non-valeur	20	90	101	101
Divers versements des Communautés européennes	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	2	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	14	18	18
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	2	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	567	612	74	74
Produits divers	28	68	8	8
Autres produits divers	8	42	75	75
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>2 348</b>	<b>7 268</b>	<b>6 047</b>	<b>6 050</b>



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin juin		
	Juin	2012	2011 retraité	2011 exécuté
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-5 143</b>	<b>-27 075</b>	<b>-27 664</b>	<b>-27 664</b>
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 581	-22 178	-20 632	-20 632
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-6	-6	-6
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-2	-2	-17	-17
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle <sup>(2)</sup>	0	0	-182	-182
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	-372	-1 481	-3 020	-3 020
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-475	-971	-918	-918
Dotations élu local	-10	-63	-33	-33
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-2	-2	-20	-20
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-250	-250
Dotations départementales d'équipement des collèges	-22	-35	-163	-163
Dotations régionales d'équipement scolaire	-50	-50	-331	-331
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux <sup>(2)</sup>	0	0	-86	-86
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-1	-1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement <sup>(2)</sup>	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-307	-1 684	-1 265	-1 265
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-203	-344	-474	-474
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-10	-52	-209	-209
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	-57	-57
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle <sup>(1)</sup>	-107	-203	0	0
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés <sup>(1)</sup>	-1	-1	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union Européenne</b>	<b>-800</b>	<b>-11 645</b>	<b>-9 703</b>	<b>-9 703</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 943</b>	<b>-38 720</b>	<b>-37 367</b>	<b>-37 367</b>
<b>Fonds de concours</b>				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	1 161	1 654	966	966
Fonds de concours - coopération internationale	63	113	161	161
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>1 224</b>	<b>1 767</b>	<b>1 127</b>	<b>1 127</b>

(1) Ligne créée en 2012 (2) Ligne supprimée en 2012



unité : million d'€.

	Mois de juin		Cumul à fin juin					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>4 625</b>	<b>4 947</b>	<b>28 575</b>	<b>25 826</b>	<b>30 402</b>	<b>25 573</b>	<b>1 827</b>	<b>-253</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres(1)	1	22	49	0	118	0	69	0
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	47	157	672	140	682	683	10	543
Développement agricole et rural	9	2	47	64	100	96	53	32
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale(1)	34	29	97	0	190	0	93	0
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	108	40	0	621	0	581	0
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	50	64	163	99	195	205	32	106
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	53	0	869	0	1 320	0	451	0
Participations financières de l'Etat	15	0	860	592	572	178	-288	-414
Pensions	4 416	4 565	25 778	24 931	26 569	24 386	791	-545
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	35	25	35	25
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>7 370</b>	<b>11 249</b>	<b>44 128</b>	<b>50 954</b>	<b>25 491</b>	<b>28 849</b>	<b>-18 637</b>	<b>-22 105</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	-60	75	30	30	90	-45
Avances à l'audiovisuel public	274	122	1 645	1 611	873	845	-772	-766
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres(2)	0	0	0	281	0	112	0	-169
Avances aux collectivités territoriales	7 039	11 097	42 142	44 249	24 535	23 638	-17 607	-20 611
Avances aux organismes de sécurité sociale(1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à des Etats étrangers	56	30	394	4 673	53	223	-341	-4 450
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	1	0	7	65	0	4 001	-7	3 936
<b>Comptes de commerce</b>	<b>370</b>	<b>521</b>	<b>22 799</b>	<b>22 836</b>	<b>22 812</b>	<b>23 325</b>	<b>13</b>	<b>489</b>
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	71	129	363	298	410	306	47	8
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	17	70	70	66	69	-4	-1
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	24	1 045	1 316	1 069	1 340	24	24
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	121	75	265	149	290	293	25	144
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	159	272	20 921	20 900	20 961	21 216	40	316
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	119	0	0	0	-119	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	1	0	1	0	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	4	16	20	16	19	0	-1
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement(2)	0	0	0	71	0	73	0	2
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0	11	0	8	0	-3
Renouvellement des concessions hydroélectriques(1)	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>745</b>	<b>371</b>	<b>1 216</b>	<b>567</b>	<b>922</b>	<b>769</b>	<b>-294</b>	<b>202</b>
Emission des monnaies métalliques	10	107	101	58	110	83	9	25
Opérations avec le Fonds Monétaire International	735	264	1 115	496	806	679	-309	183
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	13	6	7	6	-6
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>13 110</b>	<b>17 088</b>	<b>96 718</b>	<b>100 183</b>	<b>79 627</b>	<b>78 516</b>	<b>-17 091</b>	<b>-21 667</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>12 375</b>	<b>16 824</b>	<b>95 603</b>	<b>99 687</b>	<b>78 821</b>	<b>77 837</b>	<b>-16 782</b>	<b>-21 850</b>

(1) mission créée en 2012

(2) mission supprimée en 2012



unité : million d'€.

<b>Trésorerie au 1er janvier 2012</b>	<b>-57 855</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>36 230</b>
<b>Solde au 30 juin 2012</b>	<b>-21 625</b>



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2012
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	186	194	380
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	1	11
	La Poste	1	0	1
	Autres organismes à caractère financier	138	122	260
	<b>CEPL</b>			
	Régions	1 297	-721	576
	Départements	5 082	-3 211	1 871
	Communes	18 123	-1 319	16 804
	Hôpitaux	3 221	7	3 228
	HLM	205	139	344
	Autres CEPL	16 804	-1 021	15 783
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	7 879	612	8 491
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	1 702	198	1 900
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	1 471	50	1 521
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	523	38	561
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	14 054	-445	13 609
	<b>Communautés européennes</b>	877	-289	588
	<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>			
Fonds et Fondations	74	-1	73	
GIP	338	133	471	
EPLE	1 904	603	2 507	
Autres correspondants	6 056	-402	5 654	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	2	-2	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	90	-92	-2	
Comptes à terme	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	2 086	202	2 288
	<b>Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	4 032	214	4 246
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	26	-26	0
<b>Total Passif (A)</b>		<b>86 179</b>	<b>-5 016</b>	<b>81 165</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1
Découverts des correspondants du Trésor		2	-2	0
<b>Total Actif (B)</b>		<b>2</b>	<b>-2</b>	<b>1</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>86 176</b>	<b>-5 014</b>	<b>81 164</b>



	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2012
unité : million d'€.			
<b>Dettes négociables (A)</b>	<b>1 312 979</b>	<b>79 436</b>	<b>1 392 415</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	887 885	48 480	936 365
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	730 502	40 533	771 035
- <i>taux variable</i>	138 497	7 854	146 351
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	247 298	25 507	272 805
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	238 743	24 569	263 312
- <i>taux variable</i>	8 366	916	9 282
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	177 796	5 449	183 245
Autres titres négociables	0	0	0
<b>Dettes non négociables (B)</b>	<b>238</b>	<b>-1</b>	<b>237</b>
Dettes exigibles	238	-1	237
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	238	-1	237
<b>Autres emprunts (C)</b>	<b>6 492</b>	<b>-896</b>	<b>5 596</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 319 709</b>	<b>78 539</b>	<b>1 398 248</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2011 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2011 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2012.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R & D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire limitée à 20 jours par la loi organique relative aux lois de finances).

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.